

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'agriculture
et de l'alimentation

Arrêté du **20 AVR. 2021**

relatif à la prise en charge partielle des indemnités versées par le Fonds national agricole de mutualisation du risque sanitaire et environnemental aux agriculteurs ayant subi en 2019 et en 2020 des pertes économiques consécutives aux mesures de blocage dues à la tuberculose bovine (Tub-6-2020-A)

NOR : AGRT2110370A

Le ministre de l'agriculture et de l'alimentation,

Vu l'aide d'État SA.53506 (2019/N) relative aux aides aux contributions financières des Fonds de mutualisation ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le Code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L. 361-3 et D. 361-65 à D. 361-80 ;

Vu l'arrêté du 12 avril 2012 modifié relatif aux coûts et pertes économiques éligibles à indemnisation par un fonds de mutualisation, pris en application de l'article R. 361-53 du code rural et de la pêche maritime ;

Vu l'arrêté du 7 novembre 2019 portant agrément de l'association Fonds National Agricole de Mutualisation du Risque Sanitaire et Environnemental (FMSE) en tant que Fonds de mutualisation au titre de l'article L. 361-3 du Code rural et de la pêche maritime ;

Vu le programme d'indemnisation des pertes et coûts résultant en 2019 et 2020 des mesures de blocage dues à la tuberculose bovine transmis par le FMSE le 21 décembre 2020 ainsi que les documents et informations complémentaires transmis dans le cadre de l'instruction de la demande d'aide ;

Vu l'avis émis par le Comité National de la Gestion des Risques en Agriculture lors de sa séance du 14 avril 2021 ;

Arrête :
Article 1er

Le programme d'indemnisation des pertes et coûts résultant en 2019 et en 2020 des mesures de blocage dues à la tuberculose bovine transmis par le FMSE est déclaré éligible à la contribution financière du Fonds National de Gestion des Risques en Agriculture (FNGRA) prévue à l'article D 361-65 du Code rural et de la pêche maritime.

Article 2

Le programme d'indemnisation approuvé en application de l'article 1^{er} concerne l'ensemble des départements de la France métropolitaine.

Article 3

Le programme d'indemnisation mentionné à l'article 1^{er} concerne les coûts et pertes liés :

- à l'immobilisation des animaux en raison d'interdictions de circulation ou d'échanges prévus au premier tiret de l'article 3 de l'arrêté du 12 avril 2012 susvisé,
- à un changement de destination de la production prévus au quatrième tiret du même article.

Les coûts et pertes visés à l'alinéa précédent sont ceux constatés entre la date de l'arrêté préfectoral de mise sous surveillance (APMS) et la date de l'arrêté préfectoral portant déclaration d'infection (APDI) ou la date de levée de l'APMS en l'absence d'APDI.
Les dates de début d'APMS sont comprises entre le 1^{er} octobre 2019 et le 31 janvier 2020.
La période d'éligibilité des pertes est du 1^{er} octobre 2019 au 29 avril 2020.

Article 4

Pour le programme d'indemnisation mentionné à l'article 1er, le taux de la contribution financière du FNGRA est fixé à 65 % des indemnités versées par le Fonds national agricole de mutualisation du risque sanitaire et environnemental aux agriculteurs ayant subi des pertes économiques découlant des mesures de blocage dues à la tuberculose bovine.

Le montant maximum de cette contribution financière est fixé à 260 000,00 € (deux cent soixante mille euros).

Aucune contribution financière n'est versée s'il est constaté que le montant des coûts et pertes éligibles au FMSE pour le programme mentionné à l'article 1er est inférieur à 5 000,00 € (cinq mille euros).

Le plan de financement est en annexe du présent arrêté.

Article 5

La totalité des indemnisations pour lesquelles a été sollicitée la contribution financière visée à l'article 4 doit avoir été versée aux agriculteurs concernés au plus tard douze mois après la publication du présent arrêté.

Article 6

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère chargé de l'agriculture.

Fait le

20 AVR. 2021

Pour le Ministre et par délégation
l'ingénieur en chef des mines

Serge LHERMITTE

ANNEXE

Plan de financement visé à l'article 4

Montant total des pertes éligibles	Taux d'indemnisation
400 000, 00 €	100 %

Participation FMSE		Participation publique FNGRA	Montant total
35 %		65 %	
Section commune	Section ruminants		
30 %	70 %	260 000,00 €	
42 000,00 €	98 000,00 €		

Pour le Ministre et par délégation
L'ingénieur en chef des mines

Serge LHERMITTE